



CHAPITRE 35

Loi des droits sur les mines

[Sanctionnée le 8 avril 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

SECTION I

INTERPRÉTATION

Défini-
tions.

1. Les définitions contenues dans la Loi des mines s'appliquent à la présente loi, si le contexte ne s'y oppose.

« exploi-
tation mi-
nière ».

Cependant, pour les fins de la présente loi, l'expression « exploitation minière » désigne l'ensemble des travaux par lesquels on recherche, extrait ou emmagasine des substances minérales et on les traite dans le but d'en obtenir un produit commercial.

« exercice
finan-
cier ».

2. Dans la présente loi, l'expression « exercice financier » désigne la période pour laquelle les comptes de l'entreprise d'un exploitant sont ordinairement arrêtés chaque année et, en l'absence d'une coutume établie, celle qu'il adopte.

Toutefois, un exercice financier ne peut excéder cinquante-trois semaines et il ne peut être changé sans l'autorisation écrite du ministre.

Personnes
« liées ».

3. 1. Aux fins de la présente loi, sont des personnes « liées » :

a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

CHAPTER 35

Mining Duties Act

[Assented to 8th April 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. The definitions contained in the Mining Act shall apply to this act, unless the context otherwise requires. Defini-
tions.

Nevertheless, for the purposes of this act, the expression "mining operation" means all the work whereby mineral substances are searched for, extracted or stored and treated for the purpose of obtaining a commercial product therefrom. "Mining
operation".

2. In this act, the expression "fiscal year" means the period for which the business accounts of an operator are ordinarily made up each year and, in the absence of an established practice, the fiscal year adopted by the operator. "Fiscal
year".

Nevertheless, no fiscal year shall exceed fifty-three weeks and no change shall be made therein without the written authorization of the Minister.

3. (1) For the purposes of this act, the following shall be "related" persons: "Related"
persons.

(a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;

b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;

c) une compagnie et une personne sous la dépendance directe ou indirecte de laquelle elle est ou dont celle-ci possède plus de la moitié du capital-actions ou à laquelle celle-ci a fourni par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

d) les compagnies sous la dépendance directe ou indirecte d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur dépendance directe ou indirecte.

Personnes unies.

2. Aux fins du présent article:

a) des personnes sont unies par le lien du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa sœur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou sœur.

(b) a partnership and an individual who is a member thereof or with whom one or more partners are so connected or by whom more than one-half of its available property has been advanced;

(c) a company and an individual who directly or indirectly controls it or who holds more than one-half of its capital stock or who has provided it, by loan or otherwise, with more than one-half of the property which it has available for its business;

(d) companies directly or indirectly controlled by the same person or group of persons;

(e) a company and a person who is one of several related persons by whom such company is directly or indirectly controlled.

(2) For the purposes of this section:

(a) persons are connected by blood relationship if one is the descendant of the other, or is his brother or sister;

(b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person connected with the other by blood relationship; and

(c) persons are connected by adoption if one has been adopted, legally or in fact, as the child of the other or as the child of a person connected with the other by blood relationship otherwise than as brother or sister.

Persons connected.

SECTION II

ASSUJETTISSEMENT

Obligation.

4. Toute mine dans la province est frappée de droits sur les mines, et tout exploitant doit payer des droits, ainsi qu'il est prévu ci-après, sur son profit annuel.

SECTION III

CALCUL DU PROFIT ANNUEL

Valeur brute.

5. La valeur brute de la production annuelle est la valeur réelle des substances minérales vendues ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier au prix du marché à l'époque de leur vente ou de leur usage ou la valeur réelle des substances minérales expédiées ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier

DIVISION II

LIABILITY

4. Every mine in the Province shall be subject to mining duties, and every operator shall pay duties, as hereinafter provided, on its annual profit.

DIVISION III

COMPUTATION OF ANNUAL PROFIT

5. The gross value of the annual output shall be the actual value of mineral substances sold or used by an operator during a fiscal year at the market price at the time of the sale or use thereof, or the actual value of mineral substances shipped or used by an operator during a fiscal year at the market price at the time of the ship-

Obligation.

Gross value.

au prix du marché à l'époque de leur expédition ou de leur usage, le tout selon la méthode régulièrement employée par l'exploitant.

ping or use thereof, the whole according to the method regularly followed by the operator.

Évaluation par le ministre.

6. Dans le cas de doute, le ministre peut faire une évaluation des substances minérales vendues, expédiées ou utilisées par un exploitant, et cette évaluation constitue la valeur brute aux fins de la présente loi.

6. In case of doubt, the Minister may value the mineral substances sold, shipped or used by an operator, and such valuation shall constitute the gross value for the purposes of this act. Valuation by Minister.

Profit annuel.

7. Le profit annuel, pour chaque exercice financier, est établi comme suit:

7. The annual profit, for each fiscal year, shall be ascertained as follows: Annual profit.

Sont admises en déduction de la valeur brute de la production annuelle les dépenses d'exploitation de la mine, de l'atelier de préparation, de l'usine de fonte et d'autres installations qui ont été encourues afin de réaliser cette valeur brute et, en particulier, les dépenses suivantes:

The following shall be allowed as deductions from the gross value of the annual output: the operating expenses of the mine, mill, smelter and other installations incurred in order to realize such gross value and, in particular, the following expenses:

1° Les salaires et gages des employés et ouvriers préposés à l'exploitation minière;

(1) Salaries and wages of employees and workmen engaged in the mining operation;

2° Les dépenses générales et administratives directement reliées à l'exploitation minière;

(2) General and administrative expenses directly connected with the mining operation;

3° Le coût de toute recherche faite dans la province dans le but de réduire le coût de production ou de récupérer des produits minéraux additionnels, déduction faite du revenu provenant de telle recherche;

(3) The cost of any research carried out in the Province for the purpose of reducing production costs or of salvaging additional mineral products, less the revenue derived from such research;

4° Les cotisations supportées par l'employeur, à l'égard des employés préposés à l'exploitation minière en vertu de

(4) Contributions paid by the employer with respect to employees engaged in the mining operation, under

a) la Loi des accidents du travail;

(a) the Workmen's Compensation Act;

b) la Loi du salaire minimum;

(b) the Minimum Wage Act;

c) la Loi des décrets de convention collective; et

(c) the Collective Agreement Decrees Act; and

d) la Loi de l'assurance-chômage;

(d) the Unemployment Insurance Act;

5° Les contributions faites dans le but d'assurer la sécurité, le bien-être ou la santé des employés préposés à l'exploitation minière;

(5) Contributions made for the purpose of ensuring the safety, welfare or health of employees engaged in the mining operation;

6° Sous réserve de l'article 13, l'ensemble des dons faits dans la province pendant l'exercice pour fins culturelles, d'enseignement ou de charité, à des organisations approuvées par le ministre;

(6) Subject to section 13, all gifts made in the Province during the fiscal year for cultural, educational or charitable purposes to organizations approved by the Minister;

7° Le coût de l'énergie requise pour l'exploitation minière;

(7) The cost of power required for the mining operation;

8° Le coût des matières explosives, du combustible et des autres fournitures consommés dans l'exploitation minière;

(8) The cost of explosives, fuel and other supplies consumed in the mining operation;

9° Le coût des assurances sur la production de la mine ainsi que sur les biens meubles et immeubles servant à l'exploitation minière;

10° Les taxes municipales et scolaires encourues par l'exploitant, à l'égard de l'exploitation minière ou de biens servant à cette exploitation;

11° Le coût du transport de la production de la mine s'il est à la charge de l'exploitant;

12° Les dépenses d'entretien et de réparation encourues durant l'année à l'égard des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exploitation minière;

13° Le coût des travaux faits pendant l'exercice pour des puits, excavations, galeries, tranchées, sondages ou autres moyens d'exploration ou de mise en valeur dans les terrains de la mine pour son exploitation ou la recherche des minéraux;

14° Les frais d'exploration minière et de mise en valeur encourus durant l'année, dans la province, sur des terrains autres que ceux qui font l'objet de l'exploitation minière principale, pourvu que ces frais soient supportés par l'exploitant et qu'une analyse détaillée en soit soumise au ministre; et

15° Une allocation pour dépréciation, une allocation pour développement et une allocation pour le traitement du minerai aux conditions fixées par les articles suivants.

Allocation pour dépréciation.

S. 1. L'allocation pour dépréciation est, pour chaque exercice financier, d'au plus quinze pour cent du coût, à la fin de l'exercice, des chemins, des bâtiments et du matériel d'exploitation servant à l'exploitation minière, jusqu'à ce que leur coût ait été alloué en entier, à titre de dépréciation.

Ajustement lors de la disposition.

2. Lorsque durant l'exercice il a été disposé de biens susceptibles de dépréciation, et le produit de la disposition excède le coût non déprécié de ces biens lorsqu'il en est disposé, le coût des autres biens susceptibles de dépréciation doit être réduit du moindre des montants suivants:

(i) l'excédent;

(ii) ce que serait l'excédent si l'exploitant avait disposé des biens pour ce qu'ils lui ont coûté.

(9) The cost of insurance upon the output of the mine and upon moveable and immoveable property used in the mining operation;

(10) Municipal and school taxes incurred by the operator, with respect to the mining operation or property used for such operation;

(11) The cost of transportation of the output of the mine if borne by the operator;

(12) Expenditures for maintenance and repair incurred during the year with respect to moveable and immoveable property used in the mining operation;

(13) The cost of work done during the fiscal year with respect to shafts, excavations, drifts, trenches, borings or other means of exploration or development in the lands of the mine for the working thereof or for mineral exploration;

(14) The cost of mineral exploration and of development incurred during the year, in the Province, on lands other than those which are the site of the principal mining operation, provided that such cost is borne by the operator and that a detailed analysis thereof is submitted to the Minister; and

(15) An allowance for depreciation, an allowance for development and an allowance for treatment of ore upon the conditions prescribed by the following sections.

Allowance for depreciation.

S. (1) The allowance for depreciation, for each fiscal year, shall be not more than fifteen per cent of the cost, at the close of the fiscal year, of the roads, buildings and operating equipment used in the mining operation, until the cost thereof has been wholly allowed as depreciation.

(2) Where during the fiscal year depreciable property has been disposed of, and the proceeds of disposal exceed the undepreciated cost of such property when it is disposed of, the cost of other depreciable property shall be reduced by the lesser of the following amounts:

Adjustment on disposal of certain property.

(i) the excess;

(ii) that which would be the excess had the operator disposed of the property for what it cost him.

Coût non déprécié.

3. Le coût non déprécié de biens susceptibles de dépréciation, à une époque quelconque, signifie le coût en capital, pour l'exploitant, de biens susceptibles de dépréciation dont l'acquisition est antérieure à cette époque, moins l'ensemble

(i) de la dépréciation totale allouée à l'exploitant, avant cette époque;

(ii) de chaque montant dont a été réduit, en vertu du paragraphe 2, le coût des autres biens susceptibles de dépréciation, et

(iii) pour tous biens de l'exploitant dont il a disposé avant cette époque, du moindre des montants suivants:

a) le produit de la disposition des dits biens;

b) le coût en capital, pour lui, des dits biens; ou

c) le coût en capital non déprécié, pour lui, des dits biens lors de la disposition.

Réduction des dépenses.

4. Lorsque le coût non déprécié des autres biens est inférieur au montant prévu au paragraphe 2, l'écart est appliqué en réduction des dépenses admises.

Exercice de moins d'un an.

5. Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'allocation pour dépréciation varie proportionnellement au nombre de mois.

Opérations entre personnes liées.

6. Lorsque des biens susceptibles de dépréciation ont appartenu à une personne (ci-après appelée le propriétaire initial) et que, par une ou plusieurs opérations entre personnes liées, ils sont dévolus à un exploitant, le coût des biens entre les mains de ce dernier est censé être le moindre des montants suivants:

(i) le montant effectivement payé par l'exploitant, ou

(ii) le montant que les biens ont coûté au propriétaire initial, déduction faite de toute allocation pour dépréciation qui lui a été allouée pour ces biens.

Produit d'une disposition.

7. Dans le présent article:

a) Le produit d'une disposition de biens comprend:

1° le prix de vente de biens qui ont été vendus;

2° une compensation à l'égard de biens qui ont été endommagés, détruits ou pris, soit légalement, soit illégalement;

(3) The undepreciated cost of depreciable property at any time means the capital cost, to the operator, of depreciable property acquired prior to such time, less the aggregate

Undepreciated cost.

(i) of the total depreciation allowed the operator before such time;

(ii) of each amount whereby the cost of other depreciable property has been reduced under subsection 2, and

(iii) with regard to all the operator's property which he has disposed of before such time, of the lesser of the following amounts:

(a) the proceeds of disposition of the said property;

(b) the capital cost to him of such property; or

(c) the undepreciated capital cost to him of such property when disposed of.

(4) Where the undepreciated cost of the other property is less than the amount provided for in subsection 2, the difference shall be applied in reduction of allowable expenses.

Reduction of expenses.

(5) Where an operator's fiscal year is less than twelve months, the allowance for depreciation shall vary in proportion to the number of months.

Short fiscal year.

(6) Where depreciable property has belonged to a person (hereinafter called the original owner) and, by one or more transactions between related persons, has become vested in an operator, the cost of the property to the operator shall be deemed to be the lesser of the following amounts:

Transactions between related persons.

(i) the amount actually paid by the operator, or

(ii) the cost of the property to the original owner, less any depreciation allowance allowed him with respect to such property.

(7) In this section:

Proceeds of disposition.

(a) The proceeds of disposition of property include:

(1) the sale price of property that has been sold;

(2) compensation for property damaged, destroyed or taken, either lawfully or unlawfully;

3° un montant payable en vertu d'une police d'assurance à l'égard de la perte ou la destruction de biens; et

4° un montant payable en vertu d'une police d'assurance à l'égard d'un dommage causé à ces biens, sauf dans la mesure où, dans un délai raisonnable, après le dommage, le montant a été dépensé pour réparer le dommage;

b) « disposition » comprend toute opération ou tout événement qui donne droit au produit d'une disposition de biens.

(3) an amount payable under a policy of insurance in respect of loss or destruction of property; and

(4) an amount payable under a policy of insurance in respect of damage to such property except to the extent that the amount has, within a reasonable time after the damage, been expended on repairing the damage;

(b) "disposition" includes any operation or occurrence which confers the right to the proceeds of a disposition of property.

Alloca-
tion pour
dévelop-
pement.

9. L'allocation pour développement est accordée pour des frais visés aux paragraphes 13 et 14 de l'article 7 lorsque ces frais ont été encourus pendant un exercice financier antérieur et n'ont pas été déduits de la valeur brute de la production de cet exercice.

Réclama-
tion.

Au moins quinze pour cent du total des frais susceptibles de faire l'objet de cette allocation doit être réclamé pour chaque exercice financier suivant celui où commence la production commerciale.

Exclusion.

Les frais encourus avant le 1er janvier 1965 ne sont pas susceptibles de faire l'objet de cette allocation.

9. The allowance for development shall be granted for the costs contemplated in paragraphs 13 and 14 of section 7 when such costs have been incurred during a previous fiscal year and have not been deducted from the gross value of the output for such fiscal year.

Allowance
for devel-
opment.

At least fifteen per cent of the total allowable development costs must be claimed for each fiscal year after that in which commercial production commenced.

Claim.

Costs incurred before the 1st of January 1965 shall not be included in such allowance.

Exclusion.

Alloca-
tion pour
traite-
ment du
minerai.

10. 1. L'allocation pour le traitement du minerai est accordée à l'exploitant qui transforme ou traite le minerai après extraction.

Montant.

2. Cette allocation est égale à huit pour cent du coût des biens susceptibles de dépréciation existant à la fin de l'exercice financier et utilisés dans la province par l'exploitant durant l'année pour transformer ou traiter les substances minérales extraites de la mine. Les biens servant au transport de substances minérales en dehors des terrains de la mine ne sont pas censés être utilisés pour les transformer ou traiter.

Traite-
ment, etc.,
pour un
tiers.

3. Si l'exploitant transforme ou traite une substance minérale pour un tiers, cette allocation de traitement est réduite à la proportion que représente la quantité de minerais traités ou transformés pour son propre compte par rapport à la quantité totale de minerais traités ou transformés.

Exercice
de moins
d'un an.

4. Lorsque l'exercice financier de l'exploitant est inférieur à douze mois, cette

10. (1) An allowance for treatment of ore shall be made to any operator who transforms or treats ore after extraction.

Ore treat-
ment al-
lowance.

(2) Such allowance shall be equal to eight per cent of the cost of the depreciable property in existence at the close of the fiscal year and used in the Province by the operator during the year to transform or treat mineral substances extracted from the mine. Property used for the transportation of mineral substances outside the lands of the mine shall not be deemed to be used for the transformation or treatment thereof.

Amount.

(3) If the operator transforms or treats any mineral substance for a third party, such allowance for treatment shall be reduced to the proportion represented by the quantity of ore treated or transformed for his own account in relation to the total quantity of ore treated or transformed.

Treat-
ment, etc.,
for third
party.

(4) Where the operator's fiscal year is less than twelve months, such treatment

Short
fiscal
year.

allocation de traitement est réduite proportionnellement au nombre de mois.

Alloca-
tion maxi-
mum.

5. De toute façon, cette allocation ne peut dépasser 65 pour cent du profit avant déduction de cette allocation et elle n'est pas moindre que 15 pour cent de ce profit.

Déduc-
tions non
accordées.

11. Dans le calcul du profit d'un exploitant, il n'est accordé aucune déduction à l'égard

a) d'une somme dépensée, sauf dans la mesure où elle l'a été par l'exploitant en vue de réaliser ou produire un profit découlant d'exploitation minière;

b) des frais de constitution, d'organisation ou de réorganisation;

c) du coût de la mise en valeur de la mine avant le commencement de la production en quantité commerciale sauf ce que permet l'article 9;

d) d'une perte ou d'un remplacement de capital, d'un paiement à compte de capital, sauf ce qui est expressément permis par la présente loi;

e) de l'amortissement de la valeur de la mine et du terrain minier;

f) des redevances payées eu égard à la production;

g) des dépenses afférentes à des opérations manufacturières et industrielles;

h) des frais de financement;

i) des droits payables en vertu de la présente loi;

j) des taxes sur les profits, sur le capital et places d'affaires ainsi que les impôts sur les revenus;

k) des dividendes et de toute distribution de surplus ou de capital social;

l) des réserves et provisions;

m) de la partie des dépenses couvertes par un subside tel qu'un paiement en vertu de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or; et

n) des déductions admises dans le calcul du profit d'une année antérieure.

Dépense
raisonna-
ble.

12. 1. Dans le calcul du profit, une déduction n'est accordée à l'égard d'une somme dépensée que dans la mesure où cette dépense était raisonnable dans les circonstances.

allowance shall be reduced proportionately to the number of months.

(5) In any case, such allowance shall not exceed 65 per cent of the profit before deducting such allowance and it shall not be less than 15 per cent of such profit.

Maximum
allow-
ance.

11. In computing an operator's profit, no deduction shall be allowed in respect of

Deduc-
tions not
allowed.

(a) any sum expended, except to the extent to which it was expended by the operator for the purpose of realizing or producing a profit derived from a mining operation;

(b) costs of incorporation, organization or reorganization;

(c) the cost of development of the mine before the commencement of production in commercial quantities except that permitted by section 9;

(d) any loss or replacement of capital, or payment to capital account, except as expressly permitted by this act;

(e) amortization of the value of the mine and of the mining land;

(f) royalties paid in respect of output;

(g) expenses relating to manufacturing and industrial operations;

(h) costs of financing;

(i) duties payable under this act;

(j) taxes on profits, capital and places of business and income taxes;

(k) dividends and any distribution of surplus or capital;

(l) reserves and provisions;

(m) the portion of expenses covered by a subsidy such as a payment under the Emergency Gold Mining Assistance Act; or

(n) deductions allowed in computing a previous year's profit.

12. (1) In computing profit, no deduction shall be allowed respecting a sum expended except to the extent to which such expense was reasonable in the circumstances.

Reason-
able
expenses.

Personne liée à l'exploitant. 2. Une dépense découlant d'une opération avec une personne liée à l'exploitant n'est pas censée dépasser la valeur au prix du marché des biens ou services fournis.

(2) No expense resulting from a transaction with a person related to the operator shall be deemed to exceed the market value of the property or of the services rendered. Person related to operator.

Dons. 13. Les dons ne sont admissibles en déduction de la valeur brute de la production que jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant net après toute autre déduction.

13. Gifts shall not be allowable as deductions from the gross value of output except to the extent of ten per cent of the net amount after every other deduction. Gifts.

SECTION IV

CALCUL DES DROITS

Exemption. 14. Pour le calcul des droits, une exemption de \$50,000 est déduite du profit annuel.

Exercice de moins d'un an. Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'exemption est réduite proportionnellement au nombre de mois.

Droits sur profits. 15. Les droits payables par l'exploitant sur son profit annuel, déduction faite de l'exemption, sont:

a) 9% du profit n'excédant pas \$1,000,000;

b) 11% du profit excédant \$1,000,000 mais n'excédant pas \$2,000,000;

c) 13% du profit excédant \$2,000,000 mais n'excédant pas \$4,000,000; et

d) 15% du profit excédant \$4,000,000.

Exploitants liés. 16. Lorsque deux ou plusieurs exploitants ont été liés l'un à l'autre, à quelque époque que ce soit d'un exercice financier, les droits exigibles de chacun d'eux, pour l'exercice financier qui se termine dans une même année civile, sont calculés sur l'ensemble du profit annuel de ces exploitants, déduction faite d'une seule exemption, et les droits payables par chacun d'eux sont une partie des droits totaux proportionnelle à son profit par rapport au profit total.

Entente pour répartition des profits. Cependant, si chacun de ces exploitants produit au bureau du ministre une entente d'après laquelle ils répartissent le profit annuel total pour les fins du calcul des droits avant l'expiration du délai accordé pour produire leurs déclarations,

DIVISION IV

COMPUTATION OF DUTIES

14. In computing duties, an exemption of \$50,000 shall be deducted from the annual profit. Exemption.

Where an operator's fiscal year is less than twelve months, the exemption shall be reduced in proportion to the number of months. Short fiscal year.

15. The duties payable by the operator on his annual profit, less the exemption, shall be: Duties on profits.

(a) 9% of the profit not exceeding \$1,000,000;

(b) 11% of the profit exceeding \$1,000,000 but not exceeding \$2,000,000;

(c) 13% of the profit exceeding \$2,000,000 but not exceeding \$4,000,000; and

(d) 15% of the profit exceeding \$4,000,000.

16. Where two or more operators have been related to each other at any time during a fiscal year, the duties payable by each for the fiscal year ending in the same calendar year shall be computed on the aggregate annual profit of such operators, less a single exemption, and the duties payable by each shall be a portion of the total duties proportionate to his profit in relation to the total profit. Operators related.

Nevertheless, if each of such operators files at the office of the Minister an agreement whereby they share the total annual profit for the purposes of computing the duties before the expiration of the delay allowed for filing their re- Agreement to share profits.

les droits payables sont répartis suivant cette convention.

turns, the duties payable shall be apportioned according to such agreement.

Droits additionnels.

17. Si des substances minérales provenant de mines dans la province sont expédiées pour traitement en dehors de la province sans la permission préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, il lui est loisible d'exiger des droits additionnels n'excédant pas le double des droits établis selon les articles ci-dessus.

17. If mineral substances from mines in the Province are shipped for treatment outside the Province without the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, he may require additional duties not exceeding twice the amount of the duties established according to the preceding sections.

Additional duties.

SECTION V

DÉCLARATIONS, COTISATIONS, PAIEMENTS ET APPELS

Déclaration de profit.

18. Dans les six mois qui suivent l'expiration de son exercice financier, tout exploitant d'une mine doit, chaque année, envoyer au ministre une déclaration de son profit en la forme prescrite avec une copie certifiée des états financiers de l'entreprise et des annexes pertinentes.

Délai.

Le ministre peut en tout temps proroger le délai fixé pour la production de la déclaration.

Syndic de faillite, etc.

19. Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre et tout agent ou autre personne, qui administre, liquide ou contrôle de quelque manière que ce soit les biens, les affaires, la succession ou le revenu d'un exploitant qui n'a pas produit une déclaration pour un exercice financier, doit produire cette déclaration en la forme prescrite et mentionnant les renseignements exigés.

Examen, etc.

20. 1. Le ministre doit examiner avec diligence chaque déclaration de profit et déterminer les droits payables pour l'exercice, ainsi que l'intérêt et les peines, s'il en est.

Avis de cotisation.

2. Après cet examen, le ministre transmet un avis de cotisation à la personne qui a produit la déclaration.

Responsabilité.

3. L'exploitant demeure assujéti au paiement des droits même si la cotisation est inexacte ou incomplète ou aucune cotisation n'a été faite.

Pouvoirs du ministre.

21. 1. Le ministre peut, en tout temps, déterminer les droits, intérêts et

DIVISION V

RETURNS, ASSESSMENTS, PAYMENT AND APPEALS

18. Within six months after the expiration of his fiscal year, every operator of a mine shall, each year, file with the Minister a return of his profit in prescribed form with a certified copy of the financial statements of the enterprise and pertinent schedules.

The Minister may at any time extend the delay fixed for filing the return.

Return of profit.

19. Every trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, curator, sequestrator and every agent or other person administering, winding-up or controlling in any manner whatsoever the property, business, estate or income of an operator who has not filed a return for a fiscal year, shall file such return in prescribed form and containing the prescribed information.

Trustee in bankruptcy, etc.

20. (1) The Minister shall examine promptly each return of profit and assess the duties payable for the fiscal year, and the interest and penalties, if any.

Examination, etc.

(2) After such examination, the Minister shall send a notice of assessment to the person who filed the return.

Notice of assessment.

(3) The operator remains liable to pay the duties, even if the assessment is incorrect or incomplete or if no assessment has been made.

Liability.

21. (1) The Minister may, at any time, establish the duties, interest and

Powers of Minister.

peines ou aviser par écrit une personne qui a produit une déclaration de profit pour un exercice financier, qu'aucun droit n'est payable.

Nouvelle
cotisation.

2. Le ministre peut déterminer de nouveau les droits, intérêts et peines et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire,

a) dans les quatre années qui suivent la date d'une première cotisation;

b) en tout temps, si la personne a produit une fausse déclaration ou a commis une fraude en produisant cette déclaration ou en fournissant les renseignements prévus par la présente loi.

Ministre
non lié
par déclara-
tion,
etc.

22. Le ministre n'est pas lié par une déclaration produite ou les renseignements fournis par un exploitant ou par une personne autorisée à les produire ou fournir pour lui. Il peut nonobstant la déclaration et les renseignements ou, en l'absence d'une déclaration, déterminer les droits à payer.

Validité
de la cota-
sation.

23. Une cotisation est censée valide et exécutoire nonobstant toute erreur, vice de forme ou omission dans cette cotisation ou dans toute procédure qui s'y rattache, sous réserve de modifications qui peuvent y être apportées ou d'une annulation qui peut être prononcée lors d'une opposition ou d'un appel.

Paiement
des
droits.

24. Toute personne, assujettie aux droits imposés par la présente loi, doit payer au ministre pendant la période de douze mois qui se termine six mois après la clôture de chaque exercice financier

1° au plus tard le dernier jour de chacun des neuf premiers mois de la période en question, un montant égal au douzième des droits, ainsi qu'elle les a estimés, au taux afférent à l'exercice

a) sur son profit estimatif pour l'exercice ou

b) sur son profit pour l'exercice précédent;

2° au plus tard le dernier jour de chacun des deux mois suivants, un montant égal au tiers du solde des droits payables, ainsi qu'elle les a estimés, sur son profit

penalties, or notify in writing any person who has filed a return of profit for a fiscal year that no duty is payable.

(2) The Minister may re-assess the duties, interest and penalties and make a new assessment or an additional assessment, Re-assess-
ment.

(a) within four years from the date of an original assessment;

(b) at any time, if the person has made any misrepresentation or committed any fraud in filing the return or in supplying the information prescribed by this act.

22. The Minister is not bound by a return filed or information supplied by an operator or by a person authorized to file or supply such return or information on his behalf. He may, notwithstanding the return or information, or if no return has been filed, assess the duties payable. Minister
not bound
by return,
etc.

23. An assessment shall be deemed to be valid and binding notwithstanding any error, defect or omission therein or in any proceeding relating thereto, subject to being varied or vacated on an objection or appeal. Validity
of assess-
ment.

24. Every person liable for duties imposed by this act shall pay the Minister during the twelve-month period ending six months after the close of each fiscal year Payment
of duties.

(1) not later than the last day of each of the first nine months of the period concerned, an amount equal to one-twelfth of the duties, as estimated by him, at the rate pertaining to the year

(a) on his estimated profit for the year or

(b) on his profit for the preceding year;

(2) not later than the last day of each of the two following months, an amount equal to one-third of the balance of the duties payable, as estimated by him, on

pour l'exercice au taux afférent à l'exercice; et

3° au plus tard le dernier jour de la période, le solde des droits estimés suivant l'article 15.

Paiement
après
l'avis.

25. Toute personne assujettie aux droits imposés par la présente loi doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation, payer au ministre toute fraction des droits, des intérêts et des peines exigibles d'elle et demeurant alors impayée, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

Intérêt
sur verse-
ment in-
suffisant.

26. 1. Lorsque le montant versé par une personne à titre de droits payables pour un exercice financier, avant l'expiration du délai de six mois accordé pour la production de sa déclaration, est inférieur au montant des droits exigibles pour le dit exercice, la personne tenue d'acquitter les droits doit payer un intérêt, au taux de six pour cent l'an, sur la différence entre ces deux montants, à compter de l'expiration du délai prescrit pour la production de la déclaration jusqu'au jour du paiement.

Intérêt
addition-
nel.

2. Lorsqu'une personne tenue au paiement d'une partie ou d'un versement de droits ne l'a pas fait en entier ou en partie ainsi qu'elle y était obligée, elle doit, en acquittant le montant qu'elle a omis de payer, verser, en plus de l'intérêt payable en vertu du paragraphe 1, un intérêt de six pour cent l'an à compter du jour où elle devait effectuer le paiement jusqu'au jour du paiement, ou jusqu'au commencement de la période où elle devient passible d'un intérêt en vertu du paragraphe 1, si la date du paiement est postérieure au commencement de cette période.

Présomp-
tion d'o-
bligation
de payer.

3. Lorsqu'une personne est tenue au paiement d'une partie ou d'un versement de droits pour un exercice financier suivant l'estimation qu'elle a elle-même faite de son profit pour un exercice précédent ou pour cet exercice, elle est censée avoir été obligée de payer une partie ou un versement calculé sur son profit pour l'exercice précédent, ou pour cet exercice, selon le moindre des deux montants.

his profit for the year at the rate pertaining to the year; and

(3) not later than the last day of the period, the balance of the duties estimated under section 15.

Payment
after
notice.

25. Every person liable for the duties imposed by this act shall, within thirty days from the date of mailing of the notice of assessment, pay the Minister any portion of the duties, interest and penalties payable by him which then remains unpaid, whether or not an objection or appeal with respect to the assessment is pending.

Interest
on defi-
ciency of
payments.

26. (1) Where the amount paid by a person on account of duties for a fiscal year, before the expiration of the delay of six months allowed for filing his return, is less than the amount of duties payable for that year, the person liable to pay the duties shall pay interest at the rate of six per cent per annum on the difference between those two amounts from the expiration of the delay for filing the return to the day of payment.

Addi-
tional
interest.

(2) Where a person, being required to pay a part or instalment of duties, has failed to pay all or any part thereof as required, he shall, on payment of the amount he failed to pay, pay, in addition to the interest payable under subsection 1, interest at six per cent per annum from the day on which he was required to make the payment to the day of payment or the beginning of the period when he becomes liable to pay interest under subsection 1, if the date of payment is subsequent to the beginning of such period.

Presumed
liability.

(3) Where a person is required to pay a part or instalment of duties for a fiscal year according to his own estimate of his profit for a preceding year or for that year, he shall be deemed to have been liable to pay a part or instalment computed on his profit for the preceding year or that year, whichever is the lesser.

Peines pour omission de produire déclaration.

27. 1. Quiconque a omis de produire une déclaration selon la forme et à l'époque prescrites par la présente loi est passible

a) d'une peine d'un montant égal à cinq pour cent des droits impayés à l'époque où la déclaration devrait être produite, et

b) sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour qu'il néglige de la faire.

Id., pour omission de compléter renseignements.

2. Quiconque a omis de compléter les renseignements en la forme prescrite par l'article 18 est passible d'une peine de un pour cent des droits exigibles en vertu de la présente loi mais qui ne doit pas être moindre de vingt-cinq dollars ni excéder cent dollars.

Id., pour ne pas acquitter droits.

28. Quiconque a, volontairement et de quelque manière, éludé ou tenté d'éluder l'acquittement des droits exigibles pour un exercice financier ou une partie d'un exercice est passible d'une peine, que le ministre fixe, et qui ne doit pas être inférieure à quinze pour cent ni supérieure à cinquante pour cent du montant des droits qu'il a éludé ou qu'il a cherché à éluder.

Remboursement de paiement en excédent.

29. 1. Si la déclaration du profit d'un exploitant pour un exercice financier a été faite dans les quatre ans qui suivent la fin de l'exercice, le ministre peut, en expédiant par la poste l'avis de cotisation pour cet exercice, rembourser, sans demande à cette fin, tout paiement en excédent des droits. Il doit effectuer ce remboursement après avoir envoyé l'avis de cotisation par la poste, si l'exploitant a présenté une demande à cette fin par écrit dans les quatre ans qui suivent la fin de l'exercice.

Compensation.

2. Au lieu d'effectuer le remboursement qui pourrait autrement être fait en vertu du paragraphe 1, le ministre peut, lorsqu'un exploitant est tenu à un autre paiement en vertu de la présente loi ou sur le point de l'être, affecter le montant reçu en excédent des droits à cette autre obligation de l'exploitant et lui en donner avis.

Intérêt sur paiement en excédent.

30. Lorsque, suivant l'article 29, un montant à l'égard d'un paiement en excé-

27. (1) Whoever has failed to file a return as and when required by this act is liable

Penalties for failure to file return.

(a) to a penalty of an amount equal to five per cent of the duties unpaid when the return was required to be filed, and

(b) on summary proceeding, to a fine of twenty-five dollars for each day of default.

(2) Whoever has failed to complete the information in the form prescribed in section 18 is liable to a penalty of one per cent of the duties payable under this act but which must not be less than twenty-five dollars or more than one hundred dollars.

Id., for failure to complete information.

28. Whoever has wilfully and in any manner evaded or attempted to evade payment of the duties payable for a fiscal year or part thereof is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than fifteen per cent and not more than fifty per cent of the amount of the duties which he has evaded or sought to evade.

Id., for evading payment.

29. (1) If the return of an operator's profit for a fiscal year has been made within four years from the end of the year, the Minister may, upon mailing the notice of assessment for that year, refund, without application therefor, any overpayment of duties. He shall make such refund after mailing the notice of assessment, if a written application therefor has been made by the operator within four years from the end of the fiscal year.

Refund of overpayment.

(2) Instead of making a refund that might otherwise be made under subsection 1, the Minister may, where an operator is liable or about to become liable to make another payment under this act, apply the amount of the overpayment of duties to that other liability of the operator and notify the latter of that action.

Compensation.

30. Where under section 29 an amount in respect of an overpayment of

Interest on overpayment.

dent des droits est remboursé ou affecté à une autre obligation, un intérêt au taux de trois pour cent l'an est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour du remboursement ou de la demande susdite et commençant à celle des dates suivantes qui est la plus rapprochée de la fin de cette période, à savoir

a) le jour où l'excédent de droits a été payé;

b) le jour auquel ou avant lequel la déclaration de profit qui a fait l'objet du paiement de droits devait être produite;

c) le jour où la déclaration de profit a été produite.

Montant minimum.

Si cependant le montant de l'intérêt ainsi calculé est moindre qu'un dollar, aucun intérêt ne doit être payé ou affecté d'après le présent article.

Intérêt si le montant cotisé est réduit.

31. Lorsque, par une décision du ministre aux termes de l'article 33 ou suivant une décision de la Cour d'appel, il est définitivement décidé que le montant des droits payables par un exploitant, pour un exercice financier, est moindre que le montant qui avait été établi par la cotisation prévue aux articles 20 à 23, à la suite d'une opposition ou d'un appel, et qu'il apparaît, d'après la décision, qu'il y a eu un paiement en excédent des droits, l'intérêt payable, suivant l'article 30, doit être calculé au taux de six pour cent l'an.

Définition de « paiement en excédent des droits ».

32. Dans les articles 29 à 31, l'expression « paiement en excédent des droits » signifie la différence entre les montants reçus à titre de droits, pour un exercice financier, et ceux exigibles de l'exploitant pour le même exercice; dans le cas où aucun droit n'était payable, cette expression désigne le montant qui a été reçu à titre de droits.

Opposition à une cotisation.

33. 1. Un exploitant qui s'oppose à une cotisation peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre, dans la forme prescrite et en double exemplaire, un avis d'opposition énonçant les motifs de cette opposition et tous les faits qui y sont pertinents.

duities is refunded or applied on another liability, interest at the rate of three per cent per annum shall be paid on such overpayment for the period ending on the day of the refund or of the aforesaid application and commencing with whichever of the following dates is nearest to the end of such period, to wit

(a) the day when the overpayment of duties was made;

(b) the day on or before which the return of profit in respect of which the duties were paid was required to be filed;

(c) the day when the return of profit was filed.

But if the amount of the interest so calculated is less than one dollar, no interest shall be paid or applied under this section.

Minimum amount.

31. Where, upon an objection or appeal, it is finally determined by a decision of the Minister under section 33 or by a decision of the Court of Appeal, that the amount of the duties payable by an operator for a fiscal year is less than the amount that had been assessed by the assessment under sections 20 to 23, and the decision makes it appear that there has been an overpayment of the duties, the interest payable under section 30 shall be computed at six per cent per annum.

Interest where amount assessed is reduced.

32. In sections 29 to 31, the expression "overpayment of duties" means the difference between the amounts received as duties for a fiscal year and those payable by the operator for the same year; where no duty was payable, the expression means the amount received on account of duties.

"Overpayment of duties" defined.

33. (1) An operator who objects to an assessment may, within ninety days from the day of mailing of the notice of assessment, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in prescribed form setting out the reasons for such objection and all relevant facts.

Objection to assessment.

Envoi. 2. Cet avis est transmis par poste recommandée, au ministre des richesses naturelles.

Nouvel examen de la cotisation. 3. Sur réception de l'avis d'opposition, le ministre doit, avec diligence, examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier celle-ci ou en faire une nouvelle et faire connaître sa décision à l'exploitant au moyen d'un avis transmis par poste recommandée.

Validité de la nouvelle cotisation. 4. Une nouvelle cotisation faite par le ministre en conformité du paragraphe 3 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été faite dans les quatre ans de la date du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation.

(2) Such notice shall be sent by registered mail to the Minister of Natural Resources.

(3) Upon receipt of the notice of objection, the Minister shall with due dispatch reconsider the assessment and vacate, confirm or vary the assessment or re-assess and he shall notify the operator of his decision by registered mail.

(4) No re-assessment made by the Minister in conformity with subsection 3 shall be void solely on the ground that it was not made within four years from the day of mailing of a notice of first assessment.

SECTION VI

APPEAL

Appel à la Cour d'appel. 34. 1. Lorsqu'un exploitant a soumis, sous l'empire de l'article 33, une opposition à une cotisation, il peut interjeter appel à la Cour d'appel pour faire annuler ou modifier cette cotisation.

Délai d'appel. Cet appel peut être interjeté après la réception de l'avis du ministre faisant connaître sa décision à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle, ou après l'expiration des cent quatre-vingt jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition à la cotisation, lorsque le ministre n'a pas donné avis de sa décision à l'exploitant dans ce délai.

Idem. Cependant, l'appel ne peut être interjeté après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'envoi par la poste à l'exploitant de l'avis du ministre, à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle.

Irrégularités, etc. 2. Une cotisation ne doit pas être annulée ni modifiée, lors d'un appel, uniquement par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation de quelque disposition directrice de la présente loi.

Procédure. 35. Un appel est institué, entendu et décidé suivant la section XIII de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69), *mutatis mutandis*.

DIVISION VI

APPEAL

34. (1). Where an operator has made an objection to an assessment, under section 33, he may appeal to the Court of Appeal to have the assessment vacated or varied.

Such appeal may be instituted after the receipt of the notice of the Minister making known his decision that he has confirmed the assessment or that he has decided to re-assess, or after the expiration of one hundred and eighty days following the service of the notice of objection to the assessment, when the Minister has not notified the operator of his decision within that time.

However, such appeal shall not be instituted after the expiration of ninety days from the day of the mailing to the operator of the notice of the Minister that he has confirmed the assessment or has decided to re-assess.

(2) An assessment shall not be vacated or varied on appeal by reason only of any irregularity, informality, omission or error on the part of anyone in the observance of any directory provision of this act.

35. Appeals shall be lodged, heard and decided in accordance with division XIII of the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69), *mutatis mutandis*.

SECTION VII

DIVISION VII

EXÉCUTION ET APPLICATION

ENFORCEMENT AND ADMINISTRATION

Tenue
obligatoi-
re de re-
gistres,
etc.

36. 1. Tout exploitant doit tenir dans la province des registres et des livres de comptes en la forme prescrite par règlement et renfermant les renseignements qui permettent d'établir le montant des droits payables en vertu de la présente loi.

Pouvoir
du
ministre.

2. Lorsqu'une personne n'a pas tenu les registres et livres de comptes prescrits, le ministre peut lui enjoindre de tenir les registres et livres de comptes qu'il spécifie et cette personne doit se soumettre à cette obligation.

Conserva-
tion des
registres,
etc.

3. Quiconque est requis, selon le présent article, de tenir des registres et livres de comptes doit les conserver ainsi que les factures ou autres pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenus dans ces registres ou livres de comptes jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du ministre.

Droit
d'entrée.

37. Pour l'application ou l'exécution de la présente loi, toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, à toute époque raisonnable, pénétrer dans tout lieu ou endroit dans lequel des affaires relatives à des opérations minières sont exercées ou des biens sont gardés, ou dans lequel sont ou devraient être tenus des livres ou registres en conformité de la présente loi.

Pouvoirs
de la
personne
autorisée.

La personne ainsi autorisée peut:

a) vérifier ou examiner les livres et registres, et tout compte, pièce justificative, lettre, télégramme ou autre document qui se rapporte ou qui peut se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les livres ou registres, et prendre copie de tout document qu'elle juge nécessaire;

b) examiner tous procédés ou toutes méthodes dont l'examen peut, à son avis, lui aider à vérifier le montant de droits exigibles en vertu de la présente loi;

c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen, et à répondre à toutes questions appropriées se rappor-

36. (1) Every operator shall keep, in the Province, records and books of account in the form prescribed by regulation and containing such information as will enable the amount of duties payable under this act to be determined.

Operator
must keep
records,
etc.

(2) Where a person has failed to keep the prescribed records and books of account, the Minister may require him to keep such records and books of account as he may specify and that person shall comply with such obligation.

Power of
Minister.

(3) Whoever is required by this section to keep records and books of account shall retain the same and every account or voucher necessary to verify the information in such records or books of account until written permission for their disposal is obtained from the Minister.

Preserva-
tion of
records,
etc.

37. Any person thereunto authorized by the Minister for the administration or enforcement of this act may, at all reasonable times, enter into any premises or place where any business relating to mining operations is carried on or any property is kept or any books or records are or should be kept pursuant to this act.

Right of
entry.

The person so authorized may:

(a) audit or examine the books and records and any account, voucher, letter, telegram or other document which relates or may relate to the information that is or should be in the books or records, and make copies of any document which he thinks necessary;

Powers of
investi-
gator.

(b) examine any process or method an examination of which may, in his opinion, assist him in verifying the amount of duties payable under this act;

(c) require the owner or manager of the property or business and any other person on the premises to give him all reasonable assistance with his audit or examination and to answer all proper questions relating to the audit or examination, either orally

tant à la vérification ou à l'examen, soit oralement, soit, si la dite personne autorisée l'exige, par écrit, sous serment ou par déclaration solennelle et, à cette fin, obliger le propriétaire ou le gérant à l'accompagner sur les lieux; et

d) si, au cours d'une vérification ou d'un examen, il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été commise, la dite personne autorisée peut prendre des échantillons, saisir et emporter tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document et les garder jusqu'à ce qu'ils aient été produits dans des procédures judiciaires.

Rensei-
gnements
etc., exigi-
bles par le
ministre.

38. Pour toute fin connexe à l'application ou à l'exécution de la présente loi, le ministre peut, par lettre recommandée ou par demande formelle signifiée personnellement, exiger de toute personne dans le délai raisonnable qu'il fixe:

a) tout renseignement ou tout renseignement supplémentaire, y compris une déclaration de profits ou une déclaration supplémentaire, ou

b) la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents.

Peine
pour in-
discrétion.

39. Quiconque, au cours de son emploi au service de Sa Majesté du chef de la province, communique ou permet que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou permet à une telle personne de prendre connaissance d'une déclaration écrite fournie en vertu de la dite loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus deux cents dollars.

Certificat
de l'exigi-
bilité
d'une
dette.

40. Lorsqu'un montant exigible en vertu de la présente loi n'est pas payé, en entier ou en partie, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû, et ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

Délai.

Ce certificat peut être délivré par le ministre en tout temps après l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'exigibilité de la dette.

or, should the said authorized person so require, in writing, on oath or by statutory declaration and, for that purpose, require the owner or manager to attend at the premises with him; and

(d) if, during the course of an audit or examination, it appears to him that there has been a violation of this act or of a regulation, the said authorized person may take samples, seize and remove any records, books, accounts, vouchers, letters, telegrams and other documents and retain them until they are produced in any judicial proceedings.

38. For any purpose connected with the administration or enforcement of this act, the Minister may, by registered mail or by formal demand served personally, require from any person, within a reasonable time fixed by him:

(a) any information or additional information, including a return of profits or a supplementary return, or

(b) the production of books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents.

39. Whoever, while employed in the service of Her Majesty in right of the Province, communicates or allows to be communicated to a person not legally entitled thereto any information obtained under this act, or allows any such person to make himself acquainted with any written statement furnished under this act, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding two hundred dollars.

40. Where an amount payable under this act has not been paid, in whole or in part, the Minister may issue a certificate attesting that such debt is payable and the amount thereof, and such certificate shall be proof that the debt is payable.

Such certificate may be issued by the Minister at any time after the expiration of thirty days following the date when the debt was payable.

Jugement
sur pro-
duction
du certifi-
cat.

Sur production au greffe du tribunal de juridiction compétente d'un tel certificat, le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur de Sa Majesté du chef de la province pour le montant prévu au certificat, les intérêts, s'il en est, et les dépens contre la personne tenue au paiement de la dette.

Effet.

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets.

Régle-
menta-
tion.

41. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qu'il juge nécessaires pour la rédaction des formules et avis utilisés dans l'application de la présente loi. Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Infrac-
tion et
peine.

42. Toute personne qui contrevient à la présente loi ou à un règlement établi en vertu de ses dispositions, ou qui fait une fausse déclaration s'y rapportant, est passible, sur poursuite sommaire, dans tous les cas où il n'est pas imposé d'autre peine, pour chaque jour que cette contravention a lieu, d'une amende de vingt-cinq dollars.

Sous-
ministre.

43. Le sous-ministre des richesses naturelles peut exercer tous les pouvoirs et remplir toutes les fonctions dévolues au ministre en vertu de la présente loi.

Upon the filing of such certificate in the office of the court of competent jurisdiction, the prothonotary or the clerk, as the case may be, shall endorse thereon the date of its filing and shall render judgment in favour of Her Majesty in right of the Province for the amount provided in the certificate with interest, if any, and costs against the person liable to pay the debt.

Judgment
upon cer-
tificate.

Such judgment is equivalent to and has all the effects of a judgment rendered by a competent court.

Effect.

41. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he deems necessary for the drawing up of the forms and notices used in the administration of this act. Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Regula-
tions.

42. Every person who contravenes this act or any regulation made thereunder, or makes a false declaration relating thereto, shall, where no other penalty is provided, be liable, on summary proceeding, for each day on which such offence occurs, to a fine of twenty-five dollars.

Offence
and
penalty.

43. The deputy minister of natural resources may exercise all the powers and discharge all the duties vested in the Minister under this act.

Deputy
minister.

SECTION VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

S.R., c.
89, appli-
cable.

44. Les droits sur les mines pour les exercices financiers terminés avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront établis et payables suivant la Loi des mines (Statuts refondus, 1964, chapitre 89) nonobstant son abrogation et elle sera censée demeurer en vigueur à cette fin.

Excep-
tion.

Toutefois, les articles 18 à 43 de la présente loi s'appliquent à ces droits.

Disposi-
tion tran-
sitoire.

45. Si un exercice financier en cours le premier janvier 1966 ne correspond pas à l'année civile, les droits pour cet exercice financier sont imposés suivant l'article 44

DIVISION VIII

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

44. Mining duties for fiscal years ended before the coming into force of this act shall be determined and be payable in accordance with the Mining Act (Revised Statutes, 1964, chapter 89) notwithstanding its repeal and it shall be deemed to remain in force for such purpose.

Applica-
tion of
R.S., c.
89.

Nevertheless, sections 18 to 43 of this act shall apply to such duties.

Excep-
tion.

45. If on the 1st of January 1966, a then current fiscal year does not correspond to the calendar year, the duties for such fiscal year shall be levied

Transi-
tional
provision.

pour la partie comprise dans l'année civile 1965.

Disposi-
tion tran-
sitoire.

Pour le calcul, la valeur brute de la production annuelle et les déductions sont imputées à chacune des années 1965 et 1966 dans la proportion du nombre de jours de l'exercice financier écoulés dans chacune de ces deux années civiles.

Idem.

Les articles 24 à 27 s'appliquent à cet exercice financier à compter du 1er juillet 1965.

in accordance with section 44 for that part included in the calendar year 1965.

For the purposes of computation, the gross value of the annual output and the deductions shall be imputed to each of the years 1965 and 1966 in proportion to the number of days of the fiscal year which elapsed in each of such calendar years.

Transi-
tional
provision.

Sections 24 to 27 shall apply to such fiscal year as from the 1st of July 1965.

Idem.

Entrée en
vigueur.

46. La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1966.

46. This act shall come into force on the 1st of January 1966.

Coming
into force.